

RENCONTRE PREMIER MINISTRE-PATRONAT-UGTA

Une réunion sans ordre du jour

Aucun ordre du jour précis n'a été fixé à la rencontre tripartite, qui se tiendra aujourd'hui au Palais du gouvernement, soutiennent plusieurs sources. Pour ces dernières, il ne s'agit en réalité que d'une «simple rencontre autour d'un café et d'un thé» et lors de laquelle, «il y aura des échanges entre les différentes parties et des appels au calme qui seront implicitement lancés».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est la première fois dans l'histoire du dialogue social en Algérie, qu'une réunion tripartite se tiendra sans un ordre du jour bien précis. Auparavant, la programmation d'une réunion tripartite est précédée par des rencontres bilatérales, tant au niveau du département du travail, qu'au niveau du Premier ministre. Pour cette fois-ci, point de préparation pour cette sortie qualifiée de purement «protocolaire». Abdelmadjid Tebboune jouera à domicile avec un avantage «d'empocher les points de la victoire» dans son bras de fer, qui l'oppose au SG de l'UGTA et au président du FCE.

Enn effet, si le Premier ministre se place en position de force, dans la perspective de la tenue de la conférence économique et sociale, prévue au plus tard le mois de septembre prochain, les autres partenaires, en l'occurrence le patronat et l'UGTA tenteront de resserrer leur rang en reprenant l'esprit d'initiative.

Cela dit, des observateurs de la question sociale n'ont pas raté cette occasion pour revenir sur les précédentes réunions tripartites. Pour eux, «le déficit enregistré dans ce genre de rencontre réside dans le fait que, ni le gouvernement et encore moins ses partenaires n'ont jugé utile de procéder à l'évaluation des précé-



Abdelmadjid Tebboune.

Photo : Samir Sid

dentes réunions. A chaque fois, on efface tout et on recommence à zéro». A ce propos, les mêmes sources s'accordent à dire que «la démarche initiée par Tebboune, au lendemain de sa désignation à la tête du gouvernement, à savoir l'annonce

de sa décision d'organiser une conférence économique et sociale où seront présents tous les acteurs politiques et sociaux, aurait été un des points d'achoppement entre l'UGTA et le FCE. Ces derniers qui avancent l'argument de la «légitimité histo-

rique» considèrent que seules les parties signataires du pacte économique et social sont à même en cette conjoncture de débattre des questions concernées.

Cela étant, nos sources s'interrogent, à cet effet, sur les capacités tant de l'UGTA, du patronat ou encore du gouvernement à convaincre l'opinion publique sur les éventuelles «mesures d'austérité» qui découleront de la prochaine loi de finances (2018). «Personne ne peut faire passer la pilule aussi facilement, lorsque demain, on demandera au peuple de serrer la ceinture.

Le personnel politique, social, et patronal est à revoir. La population a besoin de gens crédibles, proches et qui vivent avec le peuple, pas ceux qui sont coupés de la réalité sociale. Si le gouvernement Tebboune veut réussir sa transition, il doit composer avec des gens accessibles. Il doit changer de logiciel », a-t-on plaidé.

A. B.

SOUFIANE DJILLALI À ABDELMADJID TEBBOUNE :

«Vous avez les faveurs de l'opinion et le bénéfice du doute»

Le président du parti Jil Jadid, Soufiane Djillali, exhorte le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, à honorer ses propres engagements relatifs à la lutte contre la corruption. «On lui demande juste d'appliquer ce que lui-même avait déclaré publiquement», a précisé Soufiane Djillali au cours d'une conférence de presse qu'il animait, hier samedi, au siège du parti à Zeralda.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Farouche opposant d'Abdelaziz Bouteflika et au quatrième mandat, le président de Jil Jadid usera d'un ton inhabituellement conciliant à l'égard du nouveau Premier ministre. Dans un communiqué sanctionnant la réunion du conseil politique du parti, Djillali écrira d'ailleurs ceci en préambule : «Vous avez les faveurs de l'opinion publique et le bénéfice du doute pour vos positions, Monsieur Tebboune. Ne leurerez pas le peuple en reculant, car ce sera la révolte que vous récolterez.» Il insistera longuement dans sa

conférence de presse sur ce point.

S'adressant, encore une fois, au Premier ministre, Soufiane Djillali dira : «Avec l'ouverture de ce dossier, c'est la boîte de Pandore qui est ouverte. Si vous fermez le dossier, personne ne vous fera plus confiance et vous n'avez alors plus qu'à déposer votre démission.»

Pour le patron de Jil Jadid, si jamais Tebboune venait à reculer sur cette affaire, «il y aurait risque de délitement du régime avec le risque grandissant d'entraîner l'Etat dans sa chute». L'analyse de Soufiane Djillali impute l'avènement du gou-



Soufiane Djillali.

Photo : Samir Sid

vernement Tebboune et sa nouvelle ligne politique à «une partie du pouvoir». Cette partie, explique-t-il, «semble avoir pris conscience que la défiance populaire (le 4 mai dernier,

ndlr) conjuguée aux graves difficultés socioéconomiques qui s'annoncent va accélérer les risques». Pour preuve, ajoutera Djillali, «le changement d'équilibre interne s'est traduit par le départ du gouvernement des figures les plus zélées du cercle présidentiel et les plus actives pour le 4^e mandat. Le conflit gouvernement-patronat en est le prolongement».

Fidèle, par ailleurs, à sa position d'opposition frontale à Bouteflika, le président de Jil Jadid ne manquera pas de revenir à la charge, imputant tous les problèmes à «la vacance du pouvoir. Le président de la République est absent, malgré la propagande. A tel point qu'il doit être payé par la Cnas parce qu'il est en arrêt de travail.» Il ne s'arrêtera pas là.

«On nous dit que le Président est une ligne rouge ! Or, c'est lui le problème. Pour la simple raison qu'il a

accepté de se porter candidat pour un quatrième mandat, avec toutes les conséquences que nous constatons aujourd'hui.»

L'orateur citera les dossiers libyen et malien à titre d'exemple pour affirmer que, «faute d'avoir un Président comme interlocuteur, l'Algérie est complètement absente».

S'attardant toujours sur l'affaire «Tebboune-Haddad-Sidi Saïd», le président de Jil Jadid n'épargnera ni les partis du pouvoir, le FLN et le RND, ni ceux de l'opposition. «Mais où sont ces partis de l'opposition ? Où sont les députés ? Ils ne sont là que pour les salaires et les privilèges.» Il est vrai que cette affaire, qui a dominé l'actualité nationale depuis une quinzaine de jours, n'a curieusement suscité aucun intérêt de la part de la classe politique. Surtout d'opposition !

K. A.

RÉDHA MALEK EST DÉCÉDÉ HIER

L'Algérie perd un grand homme d'État

Une autre grande figure de l'histoire contemporaine du pays tire sa révérence. Rédha Malek est, en effet, décédé dans la matinée d'hier, a annoncé sa famille, à l'âge de 86 ans, des suites d'une longue maladie. Ainsi s'achève la vie de cet Aurésien qu'il a dédiée à son pays, et dont il a soigneusement consigné quelques hauts faits dans des livres pour la postérité, tel le précieux L'Algérie à Evian : Histoire des négociations secrètes, 1956-1962.

Digne fils de la Vieille école du nationalisme, Rédha Malek n'a pas eu à se perdre en conjectures pour consacrer sa vie à son pays, pour être au premier plan des événements durant la guerre d'indépendance d'abord, pour, ensuite, une trentaine d'années plus tard, se retrouver au-devant de la scène alors que le pays était à feu et à sang.

Le nom de l'activiste au sein du mouvement nationaliste Rédha Malek apparaîtra alors qu'il avait 24 ans, avec la création de ce creuset de militants qu'était l'Union générale des étudiants musulmans algériens (Ugema) en 1955.

Une exposition qui allait lui valoir, deux ans plus tard, de prendre la direction de la voix du FLN, l'hebdomadaire *El-Moudjahid*. Un cheminement naturel pour un homme qui allait être appelé à la grande mission diplomatique qui devait décider du destin de la lutte pour l'indépendance

: faire partie, en 1962, de la délégation chargée des négociations d'Evian, il en sera d'ailleurs le porte-parole.

Comme la plupart de ses frères de combat qui avaient l'étoffe pour participer à diriger le pays à l'indépendance, c'est plutôt vers la diplomatie que Rédha Malek sera orienté avec comme premier poste celui d'ambassadeur chez un des grands pays amis de l'Algérie en guerre, la Yougoslavie de Josip Broz Tito avant de retrouver la capitale française, également en qualité d'ambassadeur, trois ans après l'indépendance.

Poste stratégique s'il en est pour la diplomatie algérienne dont il tiendra le haut du pavé en se faisant nommer en ex-Union soviétique, au tout début de la décennie soixante-dix. Un intermède de deux années interviendra dans la vie de diplomate de Rédha Malek auquel Boumediène confiera le ministère de l'Information

et de la Culture en 1977. Deux années plus tard, c'est un remarqué retour qu'il fera aux affaires étrangères puisque, alors que de grands bouleversements politico-idéologiques traversent le monde, il sera à la tête de la représentation diplomatique algérienne aux Etats-Unis en 1979 puis trois années plus tard, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne.

Un retour très remarqué et à une plus grande échelle, et pour cause ! Il sera de la partie, dans l'équipe dirigée par le ministre des Affaires étrangères Mohamed Seddik Benyahia, pour participer directement à démêler la grosse crise irano-américaine en obtenant la libération des 52 otages détenus par les Iraniens dans l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran entre le 4 novembre 1979 et le 20 janvier 1981.

Ce n'est que dix années plus tard que les Algériens retrouveront Rédha Malek. A son corps défendant, et à l'instar d'une grande partie des Algériens, il se prononcera pour l'arrêt du processus ayant permis à l'EX-FIS de se porter en qualité de tuteur de tout un pays, en janvier 1992.

Les drames survenus dans le pays tout juste après, avec le paroxysme atteint par l'assassinat du Président Mohamed Boudiaf, commandera à l'ex-négociateur des



Rhéda Malek.

Photo : Samir Sid

accords d'Evian d'accepter d'être membre du Haut-Comité d'Etat (HCE) avant de se voir confier la direction du gouvernement, durant l'été 1993, d'un pays presque en lambeaux. C'est à lui que l'on doit la fameuse «la peur doit changer de camp», répartie qui lui valut l'inimitié des islamistes, bien sûr, et des tenants de la «réconciliation».

Mis à l'écart du pouvoir, il s'en ira donner naissance à l'Alliance nationale républicaine (ANR) en 1995 pour, ensuite, peu à peu, disparaître

dans le tourmenté paysage politique algérien. Ses interventions, jusqu'à très récemment encore, demeuraient très prisées pour aider à comprendre les faits et les actes de l'histoire contemporaine du pays, comme beaucoup de jeunes notamment. Ainsi, s'en est allé un homme qui aura participé activement à l'écriture de quelques-unes des plus belles pages de l'histoire de l'Algérie, mais aussi un homme frustré que l'Algérie, après avoir réussi sa révolution parce que : «(il fallait) non seulement arracher l'indépendance, mais aussi organiser une société juste et moderne, et promouvoir les libertés fondamentales.

Liberté de conscience, liberté d'opinion, liberté d'expression, justice sociale... Je m'oppose à ceux qui disent que rien n'a été fait, mais il reste encore beaucoup à faire. Nous ne devons pas nous endormir sur l'oreiller de l'indépendance et de la souveraineté. L'indépendance signifie que nous sommes sur la sellette de l'Histoire. Voyez ce qui se passe dans le monde arabe. Il y a eu des dictatures inacceptables, contraires à l'évolution et au progrès.

Les Constitutions doivent être respectées au même titre que l'alternance au pouvoir.»

M. Azedine